

L'aide dérisoire de l'UE aux pays ACP n'empêchera pas leur écart de compétitivité de se creuser fortement avec les APE

Jacques Berthelot (berthelot@ensat.fr), Solidarité (<http://solidarite.asso.fr>)
22 novembre 2007

Les arguments de la Commission européenne que la réduction de 80% des droits de douane des pays ACP sur les exportations de l'UE sera supportable puisque étalée sur 12 ans – voire sur 25 ans pour un nombre très limité de produits –, et qu'elle sera largement compensée par les aides de l'UE pour relever leur compétitivité, n'ont strictement aucune valeur pour les trois raisons suivantes :

- 1) L'aide promise de l'UE est dérisoire.
- 2) Elle ne permettra pas aux pays ACP de devenir compétitifs avec les produits de l'UE après 12 ans mais l'écart des compétitivités se creusera fortement.
- 3) La réduction de 80% des droits de douane des pays ACP sur les exportations de l'UE les obligera à les baisser aussi vis-à-vis des pays tiers.

I – L'aide de l'UE promise aux pays ACP est dérisoire

Officiellement l'aide du FED est censée être indépendante de la signature des APE mais la Commission européenne a changé d'avis puisqu'un courriel envoyé le 29 juillet 2007 au secrétariat du Forum du Pacifique par la direction du bureau pour le Pacifique de l'UE a menacé de réduire de 48% le FED pour le Pacifique si l'APE n'est pas signé avant la fin de l'année¹. Donc l'UE lie l'aide du FED à la signature des APE. C'est ce qu'ont bien compris depuis longtemps les Chefs d'Etat et de gouvernement des pays ACP puisque c'est cette aide financière qui est la seule contrepartie des contraintes que les APE leur feront subir.

Officiellement pour l'UE c'est "l'aide pour le commerce", discutée au sein de l'OMC, qui a pour fonction de rehausser la compétitivité des pays ACP comme l'ont affirmé les Commissaires Mandelson et Michel : "*L'argent sera disponible pour aider les pays à préparer de nouvelles réformes structurelles et les politiques commerciales, pour s'ajuster aux changements qu'ils induisent et pour rehausser les infrastructures et la compétitivité afin de saisir les opportunités commerciales*"².

1) D'abord l'aide du 10^{ème} FED n'est garantie que pour 6 ans (2008 à 2013)

Il s'agit officiellement de 22,680 milliards d'€ soit de 3,780 milliards d'€ par an. En fait il y aura seulement 21,966 milliards d'€ ou 3,661 milliards d'€ par an pour les pays ACP puisque, selon le Règlement (CE) n° 617/2007 du Conseil du 14 mai 2007 relatif à la mise en oeuvre du 10e FED, "*286 millions EUR devraient être affectés aux PTOM et 430 millions EUR devraient être attribués à la Commission au titre des dépenses d'appui liées à la programmation et à la mise en oeuvre du FED par cette dernière*"³. De plus, sur les 21,966 milliards d'€ il y a 20,366 milliards d'€ de subventions – dont 300 millions d'€ sont affectés à la "facilité de soutien à la paix pour l'Afrique" pour la période 2008-2010 – et 840 millions d'€ de prêts d'investissements bonifiés de la BEI (Banque européenne d'investissement), indépendamment de ses prêts sur ressources propres.

¹ http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=9252

² An open letter to anti-poverty campaigners from EU Trade Commissioner Peter Mandelson and EU Development Commissioner Louis Michel, Brussels, 27 September 2007.

³ <http://www.welcomeurope.com/default.asp?id=1300&idnews=3963&genre=0>

Comment les pays ACP pourraient-ils signer des APE où le démantèlement des droits de douane sur les exportations de l'UE s'étalerait normalement sur 12 ans, voire sur 25 ans pour des produits limités, alors que l'UE ne garantit une aide financière que sur 6 ans?

2) Surtout l'aide du FED est ridiculement faible si on la rapporte au nombre d'habitants

Les pays ACP comptaient 838 millions d'habitants au 30 juin 2007 (dont 788 en ASS, 40 millions dans les Caraïbes et 10 millions dans les pays du Pacifique)⁴ et, comme leur taux de croissance démographique est en moyenne de 2,5% par an, ils en compteront 914 millions au 31 décembre 2010, à mi-parcours du 10^{ème} FED. Celui-ci (y compris les 840 millions d'€ de prêts de la BEI et les 300 millions d'€ pour le soutien à la paix en Afrique) ne représente donc qu'une aide ridicule de 4,01 € par habitant et par an, même pas un paquet de cigarettes !

3) Elle est encore plus faible si l'on tient compte de l'inflation

En fait le pouvoir d'achat du 10^{ème} FED représente nettement moins si l'on tient compte de l'inflation qui est passée dans l'UE de 2,2% en 2005 et 2006 à 2,3% en 2007 et est prévue à 2,4% pour 2008⁵, un taux que l'on peut retenir raisonnablement pour la période 2008-13 compte tenu de la hausse récente des prix des matières premières (et d'abord du pétrole) et des anticipations de sa poursuite à moyen terme. Cela représente une baisse du pouvoir d'achat sur l'ensemble de la période 2008-13 de 7,2%⁶ ou d'1,580 milliard d'€ en valeur constante, donc une aide réelle du FED de 20,386 milliards en euros constants (tableau 1) ou de 3,398 milliards d'€ par an et de 3,72 € par an et par habitant des pays ACP!

Tableau 1 – Valeur réelle du 10^{ème} FED en euros constants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Valeur nominale du 10 ^{ème} FED	3,661	3,661	3,661	3,661	3,661	3,661	21,966
Valeur réelle avec inflation de 2,4%	3,577	3,499	3,425	3,357	3,295	3,233	20,386

Source : European Central Bank, Statistics Pocket Book, November 2007, <http://www.ecb.int/pub/pdf/stapobo/spb200711en.pdf>.

Cependant, on ne sait pas jusqu'à quel point il faut prendre au sérieux l'engagement pris par l'UE dans la révision de l'Accord de Cotonou du 25 juin 2005 (Annexe Ia, paragraphe 2) : *"L'Union européenne maintiendra, pour la nouvelle période, son effort d'aide aux États ACP au moins au même niveau que le 9^{ème} FED hors reliquats auquel il convient d'ajouter, sur base des estimations communautaires, les effets de l'inflation, de la croissance au sein de l'Union européenne et de l'élargissement de celle-ci aux dix nouveaux États membres en 2004"*⁷. Mais le paragraphe 3 suivant laisse planer un doute sur la volonté réelle de l'UE de stabiliser le pouvoir d'achat du 10^{ème} FED : *"Toute modification requise au cadre financier pluriannuel ainsi qu'aux éléments de l'accord y relatifs sera décidée par le Conseil des ministres, par dérogation à l'article 95 du présent accord"*.

4) Surtout l'aide effective est beaucoup plus faible si l'on tient compte de la lenteur des déboursments du FED

Il faut en effet tenir compte surtout de la lenteur extrême des déboursments du FED puisque *"On estime qu'il faut environ 15 ans pour que chaque fonds soit utilisé alors que chaque fonds est associé avec des traités qui ne couvrent qu'une période de 5 ans. Le 6^{ème} FED a donné lieu à des paiements encore en 2002, soit dix-sept ans après sa signature !"*⁸. Et le Parlement européen est plus précis : *"Considérant que les FED successifs étaient prévus pour*

⁴ http://www.prb.org/pdf07/07WPDS_Eng.pdf

⁵ http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/european_economy/2007/economic_forecast_autumn2007.pdf

⁶ <http://www.ecb.int/pub/pdf/stapobo/spb200711en.pdf>

⁷ http://www.acpsec.org/fr/conventions/cotonou_revised_f.pdf

⁸ www.kas-benin.de/Strategie_absorption_FED.doc

5 ans au moins mais qu'en pratique leur mise en œuvre a duré en moyenne entre 12 et 13 ans, se traduisant par un chevauchement de plusieurs FED à un moment donné"⁹.

Or, à 2,4% d'inflation, la valeur réelle des 21,966 milliards d'€ serait ramenée à 19,276 milliards d'€ en supposant qu'elle soit déboursée par tranche annuelle égale de 1,757 milliards d'€ sur 12 ans et demi (soit de 879 millions la dernière demie année). Cela représenterait une perte de pouvoir d'achat de 2,690 milliards d'€ ou de 12,2%.

Certes, les modifications intervenues depuis 2000, notamment la déconcentration de la gestion des crédits, "se sont traduites par une accélération non seulement des engagements (ils sont passés de 1,9 à 3,4 milliards d'euros entre 2001 et 2006) mais aussi des décaissements (qui sont passés de 1,8 à 2,8 milliards d'euros sur la même période). Elles permettent particulièrement de raccourcir sensiblement la durée moyenne d'exécution d'un projet qui a été ramenée de cinq à trois ans et demi"¹⁰. Mais on reste encore loin du compte car la procédure d'engagement et de liquidation des fonds reste très centralisée, la Commission ayant toujours le dernier mot comme le montre la lecture du Règlement du Conseil du 14 mai 2007 précité sur le 10^{ème} FED³.

En outre, contrairement aux FED précédents qui ont bénéficié d'importants reliquats des FED antérieurs, la Commission a décidé d'engager en 2007 l'entière dotation rendue disponible par le 9^{ème} FED y compris les reliquats des FED précédents¹¹.

5) L'aide pour le commerce est bien plus faible encore

L'UE s'est engagée à l'augmenter de 960 millions d'€ en 2006 à 2 milliards d'€ à partir de 2010¹², dont 1 milliard d'€ venant des Etats-membres. Mais ce total concerne l'ensemble des pays en développement (PED), et si 40% de l'aide de 2006 est allée à l'ASS, la Commission européenne promet que la moitié de la hausse de l'aide ira aux pays ACP¹³, ce qui ferait donc 884 Millions d'€ pour l'ASS et environ 940 millions d'€ pour l'ensemble des pays ACP (si elle est proportionnelle au nombre d'habitants, l'ASS regroupant 94% du total).

En supposant que l'augmentation des 940 millions d'€ en 2006 aux 2 milliards d'€ à partir de 2010 se fera linéairement, donc sera de 265 millions d'€ par an, on peut évaluer la valeur nominale et réelle de l'aide pour le commerce pendant la durée du 10^{ème} FED. La valeur nominale serait de 11,205 milliards d'€ soit une moyenne de 1,868 milliard d'€ par an et la valeur réelle de 10,365 milliards d'€ soit une moyenne de 1,728 milliards en euros constants. Cela représente au total 840 millions d'€ ou 7,5% de moins qu'en valeur nominale.

Tableau 2 – Valeur nominale et réelle de l'aide pour le commerce de l'UE aux pays ACP

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Valeur nominale	1,470	1,735	2,000	2,000	2,000	2,000	11,205
Valeur réelle avec inflation de 2,4% par an	1,436	1,658	1,871	1,834	1,800	1,766	10,365

Source : European Central Bank, Statistics Pocket Book, November 2007, <http://www.ecb.int/pub/pdf/stapobo/spb200711en.pdf>.

⁹ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P5-TA-2004-0275+0+DOC+XML+V0//FR>

¹⁰ <http://www.senat.fr/rap/r06-202/r06-2020.html>

¹¹ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52007DC0599:FR:HTML>

¹² http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2007/october/tradoc_136224.pdf

¹³ http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2007/october/tradoc_136451.pdf

Ramené aux 914 millions d'habitants des pays ACP fin 2010, cela fait une aide de 1,89 € par habitant et par an, soit à peine 0,4% du PIB par habitant de 599\$¹⁴ ou 477€ en 2006 (avec un taux de change moyen de 1,2556 dollars pour 1 euro).

6) Le total du 10^{ème} FED et de l'aide pour le commerce reste négligeable

Le tableau 3 récapitule les 2 tableaux précédents et montre que la somme des deux ressources perd 2,420 milliards d'€ ou 7,3% de son pouvoir d'achat en moyenne sur la période 2008-13 et que l'aide réelle totale moyenne par an n'est que de 5,125 milliards d'€ soit de 5,61 € par habitant et par an ou la valeur d'un paquet de cigarette ou de bonbons, soit 1,18% du PIB moyen de l'ASS en 2006 (de 477 €). Et c'est avec cette aide-là que l'UE pense que les pays ACP vont devenir compétitifs avec ses propres produits et qu'ils éradiqueront leur pauvreté en quelques années !

Tableau 3 – Valeur du FED et de l'aide pour le commerce de l'UE aux pays ACP en € courants et constants

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Total
Valeur nominale	5,250	5,515	5,780	5,780	5,780	5,780	33,171
Valeur réelle avec inflation de 2,4% par an	5,013	5,157	5,296	5,191	5,095	4,999	30,751

Source : European Central Bank, Statistics Pocket Book, November 2007, <http://www.ecb.int/pub/pdf/stapobo/spb200711en.pdf>.

Franchement négocier cette sucette contre les pertes incommensurables qu'enregistreraient ces pays en signant les APE est de la pure folie : pertes de recettes douanières de 15 à 20%, baisses de production dans tous les secteurs (agriculture, industrie, services) donc effondrement du PIB et de l'emploi et forte augmentation de la pauvreté et de l'immigration clandestine dans l'UE. D'autant qu'il y aurait aussi d'autres effets boomerang sur l'UE, notamment en termes de croissance à long terme de ses exportations sur les pays ACP.

II – L'aide de l'UE ne permettra pas aux pays ACP de devenir compétitifs avec les produits de l'UE après 12 ans mais l'écart des compétitivités se creusera fortement

En effet il est clair que le différentiel de compétitivité entre les pays ACP et l'UE ne fera que se creuser profondément au fil des ans et leur accorder même 25 ans pour ouvrir 80% de leur marché aux exportations de l'UE ne changera rien, d'autant que leur niveau de protection à l'importation est déjà très bas.

On dispose de trois études prospectives à l'horizon 2050 : celle du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales, Paris) de 2006 par pays, celle de l'IFRI (Institut français des relations internationales, Paris) de 2002 par groupe de pays dont les ACP, et celle de la Commission européenne de 2006 mais qui ne considère pas explicitement les pays en développement si ce n'est la Chine. Certes ces prospectives à long terme doivent être prises avec beaucoup de prudence car elles reposent sur de nombreuses hypothèses et jugements de valeur plus ou moins réalistes. Mais au moins elles indiquent une tendance, surtout lorsque leurs résultats convergent.

1) Les projections du CEPII

L'étude prospective du CEPII d'octobre 2006 sur la croissance comparée des pays de 2005 à 2050¹⁵ prévoit que le PIB/tête (en \$ courants) de la Roumanie serait multiplié par 3,2 (à 8 241 \$), celui des Pays-Bas par 2,7 (à 57 013 \$) comme pour la Pologne (à 14 684 \$), celui du

¹⁴ <http://www.imf.org/External/Pubs/FT/REO/2007/AFR/FRA/afrf.pdf>

¹⁵ <http://www.cepii.fr/anglaisgraph/workpap/summaries/2006/wp06-16.htm>

Royaume-Uni par 2,2 (à 57 970 \$) comme celui de l'Allemagne (à 48 537 \$) et d'Espagne (à 32 324 \$), celui d'Italie par 1,8 (à 33 704 \$) et celui de France par 1,7 (à 39 701 \$).

Dans le même temps celui de la plupart des pays ACP baisserait très fortement : celui de la Guinée-Bissau de 84% (à 17 \$!), celui du Mali de 79% (à 53 \$), celui du Bénin de 73% (à 106 \$), celui du Niger de 72% (à 52 \$), celui de Haïti de 71% (à 96\$), celui du Sénégal de 59% (à 213 \$), celui de Tanzanie de 41% (à 209 \$), celui de la Jamaïque de 35% (à 1 754 \$), celui de la République dominicaine de 33% (à 1 420 \$), celui de la Barbade de 26% (à 6 596 \$), celui du Ghana de 21% (à 218 \$), celui du Congo Kinshasa de 7,5% (à 87 \$).

Seuls quelques pays ACP connaîtraient une hausse : de 600% pour Fidji (à 16 480 \$), de 70% pour l'Afrique du Sud (à 5 629 \$), de 56% pour Trinidad et Tobago (à 12 752 \$), de 49% pour le Zimbabwe (à 433 \$), de 25% pour Maurice (à 5 677 \$), de 22% pour le Cameroun (à 809 \$) et de 16% pour le Kenya (à 375 \$).

Le CEPPI ne fournit pas de données pour 2050 pour le Nigeria et la Côte d'Ivoire mais seulement pour 2020 en \$ constants de 2000 : le PIB/tête du Nigeria augmenterait de 26% (à 519 \$) et celui de Côte d'Ivoire de 23% (à 765 \$). Dans le même temps celui d'Espagne augmenterait de 41% (à 21 954 \$), celui des Pays-Bas de 40% (à 32 882 \$), celui du Royaume-Uni de 36% (à 37 066 \$), celui de l'Allemagne de 35% (à 31 666 \$), celui d'Italie de 32% (à 26 172 \$) et celui de France de 23% (à 28 704 \$). Bien que le taux de croissance serait le même (23%) pour la Côte d'Ivoire et la France, celle-ci gagnerait 5 404 \$ par habitant, soit 37 fois plus que la Côte d'Ivoire qui ne gagnerait que 145\$!

Le CEPPI fait aussi des prévisions sur la croissance annuelle moyenne de la productivité totale des facteurs de 2005 à 2050 – un bon indicateur de la compétitivité –. Elle augmenterait de 1,5% aux Pays-Bas comme en Allemagne et en Pologne, de 1,3% au Royaume-Uni, de 1,2% en France, Italie et Espagne. Mais seulement de 0,6% en Afrique du Sud, Botswana et Zambie, de 5% à Maurice, Congo Brazzaville et Barbade, de 0,4% en Guyana, de 0,3% au Ghana et Kenya, de 0,2 au Cameroun et Togo, de 0,1% à la Jamaïque et au Malawi. Elle ne croîtrait pas en République dominicaine, Centrafrique, au Rwanda, Sénégal, Sierra Leone et Tanzanie. Et elle baisserait de 0,1% au Bénin et en Gambie, de 0,3% au Niger et en Mozambique et de 0,4% au Mali, Guinée-Bissau et Haïti.

b) Les projections de l'IFRI

Cette étude d'octobre 2002¹⁶ n'est pas très crédible sur les perspectives démographiques pour les pays ACP – 1,482 milliard d'habitants pour la seule ASS en 2050 – parce qu'elles étaient basées sur les projections des Nations Unies de 2000 alors que leur dernière projection de 2006 prévoit 1,760 milliard¹⁷. Une autre source reconnue en la matière est celle du Population Reference Bureau⁴ qui table sur 1,716 milliard.

Par contre cette étude projette l'évolution d'un bon indicateur de compétitivité comparée des pays : celui de l'intensité capitaliste en 1000 \$ par travailleur en 2000, 2020 et 2050. Pour l'UE-30 elle passe de 74 à 122 puis à 221, et elle stagne pour les pays ACP puisqu'elle passe de 6 à 5 puis à 6 : alors que l'intensité capitaliste de l'UE-30 était 12 fois supérieure à celle des pays ACP en 2000, elle le serait 24 fois en 2020 et 37 fois en 2050. Voilà ce que pourrait signifier le "partenariat" ACP-UE!

¹⁶ <http://ifri.org/files/Economie/ifrit.pdf>

¹⁷ <http://esa.un.org/unpp/p2k0data.asp>

L'IFRI estime aussi que, alors que le PIB moyen par habitant de l'UE-30 était 71% de celui de l'ALENA en 2000 et serait de 70% de celui-ci en 2050, celui des pays ACP était de 5% en 2000 et serait de 3% en 2050.

c) Conclusion

Ces deux études prévoient une baisse accentuée de la compétitivité des pays ACP par rapport à celle de l'UE d'ici 2050. Et ces pertes de compétitivité auraient même été supérieures si l'étude de l'IFRI avait été basée sur une estimation de la croissance démographique plus proche des estimations récentes pour les pays ACP.

Quant à la Commission européenne, ses perspectives économiques pour 2050 sont essentiellement centrées sur l'évolution économique de l'UE dans un monde de plus en plus globalisé. Mais elle ne dit rien sur le sort des pays ACP ni même des pays en développement en général, Chine exceptée. Ce qu'il faut souligner ici est que la Commission reconnaît que *"Les simulations montrent que...les bénéfices de la mondialisation ont été proches de zéro pour l'UE sur la période 1990-2003"*, autrement dit que la hausse significative du PIB de l'UE dans ces 15 dernières années auraient été identiques sans l'insertion plus forte de son économie dans la mondialisation.

Dans ce contexte, comment l'UE peut-elle continuer à répéter aux pays ACP qu'ils vont bénéficier beaucoup d'une intégration accrue à l'économie mondiale, qui constitue d'ailleurs le premier objectif de l'Accord de Cotonou en son article 1: *"Le partenariat est centré sur l'objectif de réduction et, à terme, d'éradication de la pauvreté, en cohérence avec les objectifs du développement durable et d'une intégration progressive des pays ACP dans l'économie mondiale"*. D'autant que les pays ACP sont déjà bien plus fortement intégrés à l'économie mondiale que l'UE et les autres pays développés. Par exemple la part des échanges (exportations + importations) de l'Afrique de l'Ouest dans le PIB était de 52,7% en 2003 contre 41,5% en moyenne mondiale, 19% aux Etats-Unis, 19,9% au Japon et 30% dans la zone euro.

Pourtant la Commission européenne maintient son objectif de libéraliser de plus en plus les échanges de biens, de services et de capitaux de l'UE, avec la perspective optimiste que *"avec une restructuration efficace l'UE a le potentiel de récolter un gain permanent annuel de 8% (c'est-à-dire de 800 milliards d'€) ou plus sur les 50 prochaines années... Les simulations suggèrent que l'UE perdrait beaucoup à adopter des politiques plus coupées du monde extérieur, le scénario anti-mondialisation prévoyant que les salaires réels à long terme des travailleurs de l'UE finiraient par être de plus de 20% inférieurs à ceux du scénario de mondialisation le plus optimiste"*¹⁸.

III – La réduction de 80% des droits de douane des pays ACP sur les exportations de l'UE les obligera à les baisser aussi vis-à-vis des pays tiers

Ici ce sont les gendarmes internationaux du capitalisme mondialisé qui veillent et qui ne laisseront pas l'UE récolter seule les bénéfices de l'ouverture des marchés des pays ACP.

Ainsi le Représentant de la Banque mondiale à l'OMC a déclaré, dans un atelier sur les APE le 5 octobre 2005 à Bruxelles : *"Les droits de douane NPF des pays ACP doivent être abaissés, sinon il y aura détournement de trafic plaçant les exportateurs de l'UE en position*

¹⁸ Cécile Denis et al., *Globalisation: trends, issues and macro-implications for the EU*, European Economy, Economic papers n°254, July 2006.

de monopole. Les droits NPF devraient être graduellement réduits à 10%. On doit attendre des pertes de recettes budgétaires de 10 à 20%, nécessitant... la hausse ou l'amélioration de la TVA ou des droits d'accise, ou un tarif uniforme de par exemple 5%"¹⁹.

Le FMI a une position semblable : "*Consolider les droits de douane appliqués à des niveaux proches des taux appliqués accroîtrait la crédibilité de la politique commerciale de l'Afrique*"²⁰.

Ainsi pour la Banque mondiale et le FMI, loin d'inciter les pays ACP à relever les droits de douane de leurs marchés communs régionaux comme ils y sont autorisés par l'OMC compte tenu des larges marges disponibles dans leurs droits consolidés, les APE doivent au contraire constituer le moyen de réduire leurs droits NPF (de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire vis-à-vis des pays sans préférences commerciales) afin d'éviter un détournement de trafic en faveur de l'UE.

Ceci constitue une énorme menace pour les pays ACP, et qu'ils n'ont pas prise en compte dans leurs évaluations des APE, notamment dans le calcul des pertes de recettes douanières, étant données les pressions irrésistibles exercées sur eux par la Banque mondiale et le FMI. Sachant qu'en dernière analyse ces institutions ne sont que le bras armé de l'UE et des EU qui détiennent à eux deux la majorité de leur capital social (de leurs "quotes-parts").

¹⁹ <http://agritrade.cta.int/fr/content/view/full/2036>

²⁰ IMF, *Regional economic outlook, Sub-Saharan Africa*, May 2005.
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/AFR/REO/2005/eng/01/SSAREO.htm>